



Génération et Mémoire

Marie-Claire Lavabre

► To cite this version:

Marie-Claire Lavabre. Génération et Mémoire. Congrès de l'Association française de Science politique, AFSP, Oct 1981, Paris, France. pp.1-11. halshs-01267653

HAL Id: halshs-01267653

<https://shs.hal.science/halshs-01267653>

Submitted on 4 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

GÉNÉRATION ET MÉMOIRE par Marie-Claire LAVABRE

Intervention au Congrès de l'Association Française de Science politique, 22, 23 et 24 octobre 1981, table ronde n° 2 « Génération et politique », 1^{re} partie « Définition et utilité du concept de génération », pp. 1-11.

Le terme de génération, dès lors qu'il est employé de préférence à celui de classe d'âge, signale d'emblée une « communauté d'empreinte sociale »¹, un vécu collectif. De ce vécu, la mémoire est supposée garder la trace. Les notions de génération et de mémoire semblent donc spontanément fécondes et adéquates lorsqu'il s'agit d'étudier ce que Jacques Le Goff nomme le « je ne sais quoi de l'histoire »², les mentalités ou le devenir des normes et des valeurs collectives. À nouveaux objets de l'histoire, nouveaux contenus de ces notions usées par un emploi trop familier ? En fait, on peut soupçonner que nous sommes en présence de deux « boîtes noires » qui se définissent l'une l'autre de façon tautologique et suggèrent en termes de souvenir, transmission et filiation une explication de phénomènes sociaux et historiques – permanences d'attitudes ou ruptures – encore à défricher, encore à maîtriser. Il s'agira moins ici de recenser les usages de ces notions ou de tenter d'en élaborer une définition qui soit opératoire, que d'interroger la signification de leur emploi simultané. Toute génération se définirait-elle par une mémoire spécifique et partagée ? La relation entre génération et mémoire qui se trouve ainsi formulée est apparemment claire. Mais la diversité des sens que prend le terme de génération ne cesse pas pour autant de renvoyer à l'approximation de ce qu'on appelle mémoire.

La notion de génération qui non seulement recouvre en partie la catégorie de classe d'âge mais évoque en outre les relations familiales et les lignées apparaît cependant d'un emploi d'autant moins problématique que ces différents sens se trouvent superposés dans la réalité à décrire, c'est-à-dire lorsque les classes d'âge sont investies de manière stable d'un rôle social spécifique au sein d'une communauté limitée dans l'espace. Ainsi que le montre Françoise Zonabend³, la « mémoire » familiale, locale, se transmet par la tradition orale et se nourrit pour l'essentiel de récits généalogiques : la « mémoire longue », hors de l'histoire nationale, hors des conflits politiques définit les générations par l'expérience, le savoir et le savoir-faire à transmettre. Cette image des relations intergénérationnelles envoie au lieu privilégié du village. Dans cette logique, la modernité marque une rupture et la dernière génération apparaît comme celle qui ne lèguera rien, éparpillée qu'elle est hors du village, hors des lieux de mémoire⁴. Plus encore, c'est cette rupture, semble-t-il, plus que l'institutionnalisation trop familière des classes d'âge, qui induit pour la période contemporaine une conscience de soi des générations et dichotomise le nouveau et l'ancien, les « jeunes » et les autres. La mémoire prend dans ce contexte le sens particulier de tradition, et la pratique du souvenir apparaît comme une des modalités de cette tradition. Il est devenu banal de dire que ce modèle des relations intergénérationnelles – traditionnel au sens où les sujets se réfèrent explicitement au passé et à la valeur de la transmission du souvenir⁵ – est en train de disparaître et de souligner de corollaire symptomatique, l'engouement récent et nostalgique pour « ceux qui se souviennent »⁶, représentants privilégiés d'une mémoire paysanne ou ouvrière, d'une solidarité verticale qui se fonde dans la durée

¹. BLOCH (Marc), *Apologie pour l'histoire*, Paris, A. Colin, 1974, pp. 149-153.

². LE GOFF (Jacques), « Les mentalités », in *Faire de l'histoire*, Paris, nouveaux objets, Ed. Gallimard, Bibliothèque des histoires, Paris, 1974, p. 76.

³. ZONABEND (Françoise), *La Mémoire Longue : temps et histoire au village*, Paris, PUF, 1980, p. 157 : « D'ailleurs, chaque famille engrange dans sa mémoire ses histoires matrimoniales, ses récits d'alliances, véritables épopées familiales transmises de génération en génération ».

⁴. L'expression « lieux de mémoire » est empruntée à F. Yates qui désigne par-là les procédés mnémotechniques sur lesquels s'appuie la rhétorique. Ici, les lieux de mémoire renvoient à des aide-mémoires liés à un espace particulier : YATES (Frances A.), *L'Art de la mémoire*, Paris, NRF, Ed. Gallimard, Bibliothèque des histoires, 1975.

⁵. POUILLON (Jean), « Plus c'est la même chose, plus ça change », *Nouvelle revue de psychanalyse*, numéro 15, Printemps 1977, pp. 203-211. Jean Pouillon dans cet article conteste l'emploi classique du terme traditionnel en montrant que toutes les sociétés sont génératrices de conduites répétitives et ritualisées, d'autant plus prégnantes que la tradition est implicite. D'où la définition que nous donnons ici à ce terme : la mémoire est dite tradition parce qu'il y a référence explicite à la valeur du passé non parce qu'il y a poids du passé.

⁶. « Ceux qui se souviennent » : émissions réalisées par la télévision en juin-juillet 1981. Elles apparaissent comme un symptôme, entre autres, de cet engouement.

et l'histoire. Peut-être peut-on ajouter que ce modèle qui nomme clairement les générations et donne un contenu spécifique à la mémoire, parce qu'il est valorisé, suggère une évidence originelle qui par un effet de contagion s'impose comme préliminaire à tout usage du couple génération et mémoire.

Toutefois, la mémoire n'est pas nécessairement, en tout cas n'est pas seulement tradition et ce n'est qu'au prix d'un glissement qu'on est tenté de penser les différentes mémoires sociales sous le modèle de la « mémoire longue » du village. Plus largement la mémoire est aussi, telle que la définit Pierre Nora⁷, « le souvenir ou l'ensemble des souvenirs, conscients ou non, d'une expérience vécue et/ou mythifiée par une collectivité vivante de l'identité de laquelle le passé fait partie intégrante ». La mémoire qui, entendue en ce sens, éclaire l'enracinement du souvenir individuel dans le social et le collectif, des représentations quotidiennes dans l'histoire, fonde l'identité propre d'un groupe social, classe, minorité religieuse ou ethnique, parti politique. Pourquoi pas d'une génération ? La génération n'est-elle pas – autre évidence ! – une classe d'âge marquée par un événement singulier⁸ ? On suppose que cet événement lui donne cohérence et identité, la différencie des autres classes d'âge, et que la mémoire commune garantit l'existence d'une solidarité horizontale et d'attitudes, notamment politiques, spécifiques. Mais une mémoire commune, mémoire d'un événement vécu en commun, est à distinguer d'éventuelles reconstructions a posteriori du passé auxquelles convient mieux le terme de mémoire collective. Quand Antoine Prost analyse les témoignages individuels d'anciens combattants et remarque des régularités dans l'évocation des souvenirs de guerre, il s'agit d'une mémoire commune. La solidarité horizontale existe, structurée par la référence à « la fraternité des tranchées ». La présence constante et en cela exceptionnelle de la mort, celle des autres et la sienne propre à tout instant possible, est un vécu qui échappe à toute représentation, qui reste incommunicable et qui en tant que tel fonde une communauté. Par contre quand on parle de mémoire collective, s'il est relativement aisé d'affirmer que la référence au passé est constitutive de l'identité du groupe social, rien ne permet a priori de dire si c'est le passé – en tant qu'il a existé objectivement et dure au titre du souvenir – qui fonde le groupe ou si à l'inverse, c'est parce que le groupe existe dans le présent qu'il se réfère au passé et en assure du même coup la pérennité. En effet, si le souvenir peut être actif, entretenu par des institutions, des rites, des commémorations et une historiographie, il peut être aussi latent, reconquis à partir du moment où, dans le présent, un groupe social revendique une existence propre et s'affirme en éclairant le passé fondateur. Dans cette perspective, il conviendrait de préciser si ce qu'on appelle la mémoire d'une génération est nécessairement une mémoire commune ou si elle peut être plus largement une mémoire collective, c'est-à-dire une reconstruction du passé telle qu'elle assure au groupe son homogénéité.

On peut dès à présent soupçonner qu'il ne suffit pas qu'une classe d'âge – dont il resterait à déterminer les limites – croise un événement particulier, la Guerre d'Algérie ou Mai 68, pour qu'on puisse sans précaution aucune parler de génération. Ce n'est pas la notion d'événement qui pose ici problème. On évite difficilement de s'y référer dans la mesure où le continuum historique se prête mal au repérage a priori d'une génération (mais peut-on affirmer pourtant que Mai 68 aura été plus marquant que le chômage des années 70 ?). La prime accordée à l'événement n'est pas retour à l'histoire positiviste mais prise en considération de ce que l'actualité comme histoire du présent et sa diffusion massive⁹ non seulement crée l'événement mais l'impose comme référence privilégiée, aux acteurs eux-mêmes notamment. Doit-on alors identifier d'abord l'événement, la rupture et en déduire la génération ? Ou observer attitudes, comportements et opinions de différentes classes d'âge en tentant de préciser ce qui dans les différences pertinentes relève d'un « effet d'âge » - conséquence du cycle social de vie, des différents statuts liés à l'âge au sein de la société – ou d'un « effet de génération », lequel isole la classe d'âge en population historiquement déterminée ? Ou en dernier recours s'en remettre à la subjectivité des individus, à une collection de mémoires individuelles, et

⁷. NORA (Pierre), « La mémoire collective », in *La nouvelle histoire*, Paris, Les encyclopédies du savoir moderne, 1978. Cette définition n'est pas seulement descriptive : elle est une thèse qui suppose la distinction de la mémoire et de l'histoire (dont on pense qu'elle produit des effets de connaissance vraie) et contient l'idée que la mémoire est un rapport sélectif au passé, une reconstruction du passé en fonction de l'existence présente d'un groupe social.

⁸. On pourrait aussi dire que la classe d'âge est marquée par une période. Si dans ce contexte particulier, toute période semble pouvoir être référée à un événement (voir ce problème plus bas), cette valorisation de l'événement présente néanmoins l'inconvénient de masquer des tendances propres à la période (modification du niveau de vie, de la scolarisation ...) qui peuvent être explicatives des spécificités d'une génération.

⁹. Voir NORA (Pierre), « Le retour de l'événement », in *Faire de l'histoire*, Paris, Nouveaux problèmes, NRF, Gallimard, 1974, pp. 210-227.

privilégier la conscience de soi d'une génération au détriment des autres indicateurs ? Dans ces trois cas se posent corrélativement des problèmes relatifs aux modalités de la mémoire (mémoire commune ou mémoire collective) et aux contenus de mémoire.

Identifier une rupture ne permet pas à proprement parler d'isoler une génération. La rupture historique, révolution ou guerre, telle qu'on puisse distinguer un avant(-guerre) et un après(-guerre), s'inscrit elle-même dans une durée où coexistent différentes classes d'âge. En toute rigueur, on ne parlera qu'au pluriel des générations d'avant ou d'après-guerre pour désigner une différence de mode de vie ou de socialisation. Le terme de génération ici employé spontanément de préférence à la notion de classe d'âge, renvoie certes à une conscience de soi minimale issue d'un vécu collectif : mais dans ce cas, ce sont les plus vieux qui savent avoir connu un univers différent, posséder des valeurs autres, et ce sont eux qui identifient les générations. La mémoire signifie bien ici souvenir du passé, connaissance de la rupture, mais ne fonde pas une génération spécifique.

Autre tentative de définition : l'analyse d'une population répartie en classes d'âges. S'il est possible de cerner ainsi des « effets de génération » en ce qu'apparaît parfois clairement le poids de l'expérience vécue quand on est jeune, il est en revanche plus difficile d'interpréter cette trace. Ainsi, dans l'enquête publiée par *l'Histoire* en avril 1980¹⁰, on remarque que de Gaulle bénéficie d'une nette préférence chez « ceux qui avaient 25 ans et plus en 1940 et ceux qui avaient entre 13 et 25 ans en 1958 ». On ne peut ici que s'interroger sur la signification des classes d'âge mentionnées. Se pose le problème important de la phase de la vie où s'imprimerait de préférence l'orientation donnée aux comportements par les événements : cette question explicitée par Martin et Sylvia Greiffenhagen¹¹ ne semble pas devoir trouver de réponse satisfaisante. L'évènement extérieur peut venir modifier ou renforcer des comportements acquis antérieurement, éventuellement à un âge précoce¹². En outre, le repérage de la trace de l'évènement ne permet pas nécessairement de parler de mémoire si on est attentif à ne pas confondre mémoire et socialisation. Car si la mémoire prend tantôt le sens de trace, tantôt celui de socialisation, tantôt même celui des « leçons de l'histoire » qu'on tend spontanément à opposer à l'oubli, la notion ne correspond plus à une réalité définie et n'est plus qu'une forme vide utilisée par l'observateur à défaut d'une interprétation convaincante des « effets de génération ». Ainsi, lorsqu'en 1977 en R.F.A., ce sont « les 50 ans et plus » les plus nombreux à se dire d'accord avec l'affirmation « le nazisme était une bonne idée mais qui a été mal appliquée »¹³, on peut tout aussi bien parler de mémoire – si l'interprétation privilégie la trace – que d'absence de mémoire si ce terme est connoté comme « leçons de l'histoire ». Ici, la mémoire non seulement n'a aucune valeur explicative mais elle peut masquer d'autres interprétations possibles.

On ne peut exclure de la même façon la connaissance du passé, qui relève bien de ce qu'on appelle la mémoire quoique celle-ci ne s'y réduise pas. Dans les « Débats autour du Maréchal Pétain » publiés par la revue *Sondage* en 1976 ou dans l'enquête sur la Guerre d'Algérie réalisée par Louis Harris France en 1977, on remarque bien que ceux qui ont vécu les périodes considérées en ont une meilleure connaissance. 67 % des gens entre 50 et 64 ans savent que Pétain était le chef de la France contre 33 % des jeunes de 18 à 34 ans. C'est de la même façon la classe d'âge de 35 à 49 ans en 1979, la plus concernée par la guerre d'Algérie, qui en situe le mieux la fin en 1962. S'il est indéniable qu'il y a là mémoire au sens de souvenir et que la datation précise dans le cas de la guerre d'Algérie peut se faire à l'aide de repères personnels (éventuellement souvenir d'un événement de la vie individuelle associé à l'évènement national¹⁴), cette connaissance ne permet pas à elle seule d'identifier une génération qui autour de l'évènement ou de la période connue aurait acquis une spécificité culturelle ou politique.

La mémoire n'est pas seulement connaissance du passé, mais aussi et peut-être d'abord élaboration du passé. Quand 50 % des Français de 50 à 64 ans contre 27 % d'entre eux estiment que le rôle du Maréchal Pétain a été « plutôt utile »¹⁵, on peut y voir la trace de la France pétainiste. Par contre, que la classe d'âge suivante, de 35 à 49 ans (entre 3 et 17 ans à la Libération) tende, plus que les autres classes d'âge, et notamment plus que la classe d'âge de 18 à 34 ans, à se partager de manière

¹⁰. « Les héros de l'histoire de France », Enquête Louis Harris France, *L'Histoire*, avril 1980.

¹¹. GREIFFENHAGEN (Martin et Sylvia), *Ein schwieriges Vaterland*, List. 1979, p. 26.

¹². PERCHERON (Annick), *L'Univers politique des enfants*, Paris Presses de la FNSP, 1974, p. 11.

¹³. GREIFFENHAGEN (Martin et Sylvia), *op. cit.*, Annexes.

¹⁴. « Le rôle des repères dans la récupération et la datation des souvenirs », *L'Année psychologique*, 1980, pp. 149-167.

¹⁵. « Débats autour du Maréchal Pétain », *Sondages*, n° 3-4, 1976, pp. 61-66.

égale dans l'appréciation portée sur le Maréchal Pétain et donc à être relativement plus nombreux à juger ce rôle « plutôt nuisible », donne peut-être une indication de l'existence d'une génération qui se distingue par l'affirmation d'un jugement de valeur porté sur un passé proche. Si on veut ici interpréter les différences que montrent les classes d'âge en termes de mémoire, ces différences ne tiennent sans doute pas seulement aux contenus du souvenir mais vraisemblablement aussi à ses modalités. Dans le cas de la Guerre d'Algérie¹⁶, la classe d'âge de 35 à 49 ans situe assez largement l'évènement comme le plus important des dernières années mais se divise dès lors qu'il s'agit d'exprimer un sentiment : si une part non négligeable d'entre eux mentionne de manière symptomatique « l'oubli », les sentiments dominants qui viennent ensuite sont « la honte », « la colère » et « la nostalgie ». La classe d'âge suivante reconnaît elle aussi l'importance de l'évènement : si « l'oubli » est mentionné de la même façon que précédemment, « la honte » et « la colère » recueillent au sein de la classe d'âge des pourcentages plus importants. Il semble donc d'une part que la classe d'âge qui arrive à l'âge adulte après l'évènement ou la période concernée s'en trouve également marquée et émet un jugement de valeur sinon plus homogène comme dans le cas de la Guerre d'Algérie du moins plus conforme à la norme dominante de l'après-évènement comme dans le cas de l'appréciation portée sur Pétain. D'autre part, pour la classe d'âge concernée par l'évènement, la reconnaissance de l'importance de celui-ci ne signifie pas qu'il y ait homogénéité de jugement et par suite solidarité horizontale. Si on excepte le cas particulier des anciens combattants de 1914 qui partagent un souvenir commun, la mémoire est conflictuelle et on peut supposer que, concernant l'Algérie, la nostalgie et la honte sont des sentiments difficilement compatibles, révélant des attitudes politiques divergentes.

Le sens et la valeur à accorder au passé ne sont pas donnée par l'évènement en tant que tel, ni même – on peut en faire l'hypothèse – par l'expérience vécue plus ou moins directement. Si on comprend aisément que la mémoire puisse reproduire les conflits qui ont agité une opinion divisée plus qu'unie par un évènement particulier, et si on peut admettre que la permanence de l'intensité des affects signale en elle-même une génération, l'appréciation du passé est susceptible d'être élaborée ou modifiée après coup. Alors que l'on parle volontiers d'une génération du Viêt-Nam où l'image de la guerre elle-même est partiellement occultée par la protestation contre la guerre, John E. Mueller¹⁷ rappelle que les classes jeunes de la population, certes majoritaires dans les mouvements de protestation, n'en étaient pas moins dans leur ensemble plus favorables à la guerre que leurs aînés. Or, constatant l'évolution de cette position des jeunes, l'auteur estime que cette évolution n'est pas due à l'activisme de la minorité anti-guerre, et qu'elle ne s'explique pas non plus par la sensibilité pourtant bien réelle des jeunes aux évènements de la guerre : il faut selon lui y voir la conséquence de l'image que renvoyait à la jeunesse une opinion publique qui l'identifiait au mouvement de protestation.

On peut ici avancer que ce n'est pas l'évènement qui crée la génération, mais qu'à l'inverse une génération se définit et s'impose par sa capacité à créer une mémoire, à homogénéiser une classe d'âge dans un jugement de valeur commun porté sur l'évènement : il s'agirait alors non plus d'une mémoire commune mais d'une mémoire collective. Sans doute en est-il ainsi de la « génération de 68 ». Les journées de Mai n'ont été vécues activement comme contestation globale que par une minorité qui a imposé l'évènement comme fondateur de nouvelles valeurs. À cet égard, on doit remarquer que là encore c'est dans la classe d'âge 18-29 ans en 1979 et non dans celle des 30-34 ans¹⁸ que Mai 68 s'impose le plus comme l'évènement des trente dernières années.

Souvenir, reconstruction du passé, la mémoire est aussi mythe. De ce point de vue, c'est moins la simultanéité d'un évènement fondateur et d'une classe d'âge active ou impliquée qui permet de parler de génération, que la conscience qu'ont les individus d'appartenir à un groupe déterminé par une référence historique. Génération et mémoire désignent donc bien le même ordre de phénomènes, mais on peut considérer que ce n'est qu'a posteriori que se dessine une génération : a posteriori non seulement du point de vue de l'observateur, mais également du point de vue des acteurs. La génération s'affirme alors par la référence collective et spontanée à un évènement privilégié, vécu ou non.

¹⁶. « Les Français et la Guerre d'Algérie », Louis Harris France, 1979.

¹⁷. MUELLER (John E.), *War, presidents and public opinion*, John Wiley and Sons, 1973.

¹⁸. « Les Français et la Guerre d'Algérie », mêmes références.

Les analyses d'entretiens non directifs¹⁹ suggèrent bien ce que peut être une génération définie subjectivement par une mémoire spécifique. On constate alors que la référence à la Résistance, par exemple, est le fait d'individus qui sont d'âges extrêmement différents pendant la guerre et qui pourtant se reconnaissent pareillement dans cette période. La question ne se pose alors plus de savoir qui au sein de la classe d'âge vit actuellement l'évènement, mais par qui et en fonction de quel objectif présent cet évènement est mémorisé ou non, exalté ou dévalorisé, et quels sont les effets de ces diverses images du passé sur les attitudes. Il convient ici de préciser un point de définition : si on ne peut assimiler souvenir et mémoire au sens où nous l'entendons ici (nombreux sont ceux qui pour n'avoir pas « vécu » 68 y feront référence et se reconnaîtront dans la génération de Mai 68), on ne peut pas non plus confondre mémoire – même sociale ou collective – et idéologie. Certes, telle que la définit Pierre Ansart²⁰, l'idéologie, et notamment l'idéologie politique, suppose une représentation du présent, du passé aussi bien que du futur. Le jeu des commémorations et des oublis, la légitimation du développement nécessaire de l'histoire ou du sens à lui assigner, s'intègrent au système idéologique. Si ce rapport au passé est bien « mémoire »²¹, celle-ci n'est pas en toute rigueur de même nature que celle qui permet aux individus de se référer à l'évènement passé sinon vécu, du moins contemporain. Ainsi la référence à la Résistance pour un militant communiste né en 1940, exemple limite, n'est sans doute pas du même ordre que l'évocation de la Révolution Française ou de la Commune : bien qu'elle n'ait pas été vécue, si ce n'est éventuellement par la médiation de l'entourage, la Résistance est suffisamment proche pour que l'individu s'y réfère dans le cadre d'une reconstruction rationnelle de son propre passé. Plus précisément, ce qu'on appelle mémoire collective peut bien être pensé comme élément d'un système idéologique mais non au sens trop vague de référence à l'histoire : la mémoire collective structure les références aux évènements supposés marquants dans le passé proche, en même temps qu'elle suscite des analogies avec un passé plus lointain. Dans cette perspective, plus que l'âge objectif, plus que la catégorie de classe d'âge, la notion d'ancienneté semble éclairante quand il s'agit de faire fonctionner le couple génération et mémoire dans l'analyse des organisations politiques. L'adhésion au Parti Communiste en 1945 par exemple instituerait de ce point de vue au sein de cette formation une génération de la Libération, indépendamment de l'âge auquel les individus adhèrent. De plus, on peut faire l'hypothèse qu'une génération politique se constitue non seulement par la mémoire d'un évènement fondateur mais également par un stock collectif de références à l'histoire pensée comme politique au passé.

Ces quelques considérations se donnaient pour objet de faire apparaître que la complexité des notions de génération et de mémoire remet en cause les fausses évidences qui préexistent souvent à leur usage simultané. Cette tentative critique n'aboutit pas à de nouvelles définitions, tout au plus à des hypothèses de travail qui restent à vérifier. Il semble cependant que dans le cadre très particulier des organisations politiques, ces notions pourraient avoir une valeur heuristique et non plus seulement descriptive.

¹⁹. Il ne s'agit pas ici de considérer qu'on pourrait se limiter à ce type d'investigation ni de nier la pertinence de la notion de génération appliquée à l'analyse des sondages. On peut cependant noter que cet usage a considérablement renforcé la confusion entre génération et classe d'âge.

²⁰. ANSART (Pierre), *Les idéologies politiques*, coll. Sup. Le Sociologue, PUF, 1974.

²¹. Pour nommer cette relation entre idéologie et conscience individuelle, mémoire collective et mémoire du sujet, on parlerait dans la terminologie d'Halbwachs de « cadres sociaux de la mémoire ».